

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 03/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE FROMAGERE D'ORBEC

8 rue de Vimoutiers
14290 Orbec

Références : 2024-328
Code AIOT : 0005303657

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement SOCIETE FROMAGERE D'ORBEC implanté 8 rue de Vimoutiers 14290 Orbec. L'inspection a été annoncée le 21/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection relative aux contrôles des installations électriques effectuée dans le cadre d'une action thématique régionale

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE FROMAGERE D'ORBEC
- 8 rue de Vimoutiers 14290 Orbec
- Code AIOT : 0005303657

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Fromagère d'Orbec, spécialisée dans la fabrication de camemberts, est une filiale du groupe LACTALIS.

L'activité sur le site a commencé en 1958.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois
3	Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	3 mois
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est résolument engagé dans le traitement des nombreuses non-conformités relevées lors des contrôles des installations électriques de son établissement. Des engagements ont été pris à la suite de cette inspection qu'il convient de veiller à respecter pour revenir à une situation normale de l'état général des installations électriques. Les écarts relevés dans le Q18 ont notamment été traités dans les jours qui ont suivi l'inspection. Toutefois, la situation ne va pas être simple à redresser vu le nombre significatif d'observations relevées lors des dernières vérifications réglementaires des installations électriques. De plus, l'exploitant doit s'investir plus encore lors des contrôles de ses installations et dans le suivi des rapports de manière à s'assurer de l'efficacité des dispositions adoptées pour retrouver une situation normale. Il lui appartient également de clarifier les limites d'intervention mentionnées dans les rapports de contrôle de manière à les lever et permettre le contrôle complet de ses installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats : <div><p>L'exploitant a informé l'inspection qu'il faisait réaliser des contrôles thermographiques depuis plusieurs années à fréquence annuelle. Il prévoit d'en faire dorénavant 2 par an à compter de cette année. Il a présenté les Q19 des 6 avril 2022 avec mention d'aucune anomalie et 6 avril 2023 avec mention de 2 anomalies. Celle de priorité 1 (batterie de condensateur) était traitée (équipement concerné mis à l'arrêt) et pour celle de priorité 2 relative aux cellules haute tension non équipées de hublot compatible infrarouge, l'exploitant a indiqué que toutes les cellules concernées seraient remplacées en 2025.</p><p>Concernant la vérification réglementaire annuelle des installations électriques (IE) et les documents Q18 établis à cette occasion, l'exploitant a informé l'inspection que les vérifications des installations électriques généraient de très nombreuses observations qu'il ne parvenait pas à traiter au fur et à mesure. En effet, la vérification des IE de 2021 comportait environ 300 observations, seules 40 ont pu être traitées en interne. Pour autant, la vérification de 2022 comportait 378 observations. Aussi, face à l'ampleur de la situation et au travail à mener pour traiter les observations, l'exploitant a pris la décision d'externaliser leur traitement et a confié la mission à la société ACTEMIUM de faire le nécessaire avant le prochain contrôle prévu en décembre 2023. Selon le reporting sommaire fait à l'exploitant, ACTEMIUM aurait traité 250 observations et parmi les observations restantes (130), environ 80 porteraient sur des remises en état de blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES). Lors de la vérification de décembre 2023, 278 observations ont été faites dont 76 nouvelles. Vu que de nombreuses actions correctives d'ACTEMIUM ne sont pas reconnues suffisantes par l'organisme de contrôle pour solder les observations traitées, l'exploitant a prévu de réunir l'organisme de contrôle et ACTEMIUM pour comprendre la situation, notamment les divergences d'appréciation et bien s'accorder sur l'attendu pour traiter définitivement les observations. L'exploitant signale également que le rapport de l'organisme de contrôle a évolué dans sa forme occasionnant des problèmes de correspondance des observations entre les deux rapports, ce qui ne simplifie pas la compréhension de la situation. Cette réunion est prévue le 22 mars 2024.</p><p>L'inspection a consulté les Q18 et les rapports de vérification des IE pour 2022 et 2023.</p></div>

<p>Les deux rapports Q18 relèvent des défauts qui peuvent occasionner des risques d'incendie ou d'explosion. Le dernier Q18 du 4 janvier 2024 mentionne 9 anomalies pour lesquelles l'exploitant ne dispose pas d'un plan d'action formalisé. Pour autant, aux dires de l'exploitant, des anomalies étaient en cours de traitement lors de la visite d'inspection et le traitement de certaines nécessite des coupures praticables qu'en certaine période.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été effectivement constaté que des interventions dans une des salles électriques de l'usine étaient en cours.</p> <p>L'exploitant attendait la tenue de la réunion du 22 mars pour bâtir son plan d'action pour l'ensemble des observations. L'inspection observe que l'exploitant pouvait établir un plan d'action sans attendre la réunion du 22 mars et ce, de manière à faire cesser le plus rapidement possible le risque d'incendie ou d'explosion mentionné dans le Q18.</p> <p>Suite à l'inspection, par courrier du 26 mars, l'exploitant a informé l'inspection que l'ensemble des anomalies du Q18 étaient traitées et que la levée des réserves était planifiée le 29 mars. Il a ensuite transmis à l'inspection le rapport de vérification Q18 actualisé attestant de la levée des réserves et concluant à l'absence de risque.</p> <p>Par ailleurs, le courrier du 26 mars mentionne plusieurs engagements pris pour résoudre la problématique des nombreuses anomalies relevées lors du contrôle des IE:</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement des 138 observations par ACTEMIUM pour juin 2024, - contrôle pour lever ces observations par organisme de contrôle en juin 2024, - envoi de l'attestation de levée des observations à l'inspection, - traitement des 77 nouvelles observations du rapport de contrôle des IE de décembre 2023 par ACTEMIUM avant décembre 2024 en vue du contrôle annuel 2024 des IE. <p>Compte tenu de la réactivité de l'exploitant et des engagements pris, l'inspection propose de demander à l'exploitant de les respecter et de transmettre les justifications ad hoc.</p>
--

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les documents justifiant du respect des engagements de traitement des non-conformités pris pour juin et la planification du traitement des 77 nouvelles observations du rapport de contrôle des IE de décembre 2023 par ACTEMIUM sous deux mois sachant que ces observations doivent être soldées au plus tard avant le prochain contrôle annuel 2024 des IE.</p>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée :

<p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification Q18 comporte des limites d'intervention (non remise du DRPCE, pas de coupure totale, ...). L'exploitant s'est engagé dans son courrier du 26 mars 2024 à les lever par une prestation complémentaire passée auprès de l'organisme de contrôle et d'effectuer toutes les coupures électriques nécessaires au bon déroulement des contrôles annuels.</p> <p>Le dernier rapport de vérification des installations électriques comporte des limites d'intervention générales et particulières. L'exploitant n'a pas lancé de contrôle complémentaire, ni particulièrement approfondi la signification des limites mentionnées dans le rapport. Par ailleurs, le rapport mentionne que des documents nécessaires à la vérification des IE n'ont pas été fournis à l'organisme de contrôle. Cela comprend la déclaration CE de conformité et notices des matériels installés dans les emplacements à risque d'explosion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de clarifier sous deux mois les limites d'intervention mentionnées avec l'organisme de contrôle de manière à définir le périmètre du contrôle complémentaire à prévoir pour que la vérification puisse être déclarée complète.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a effectué un suivi des non-conformités relevées lors des contrôles Q19. Pour les non-conformités relevées lors des vérifications des IE, l'exploitant n'effectue pas de hiérarchisation des non-conformités, ni de suivi formalisé de leur traitement. Toutefois, il a montré qu'il s'était préoccupé de la situation et s'est attaché les services d'une société spécialisée pour traiter les nombreuses non-conformités, récurrentes pour certaines.</p>

<p>Lors de l'inspection, l'exploitant a produit le rapport de vérification des installations électriques de 2022 sur lequel la société ACTEMIUM avait reporté le nom des fichiers «photo» attestant de leur traitement.</p> <p>L'inspection relève que les anomalies à l'origine de la conclusion du Q18 mentionnant qu'elles peuvent entraîner un risque d'incendie n'ont pas fait l'objet d'un suivi formalisé, priorisé et précis. Toutefois, comme annoncé lors de l'inspection, puis confirmé par écrit, l'exploitant a fait traiter rapidement les anomalies non soldées au jour de l'inspection et a fait procéder à la levée des réserves par l'organisme de contrôle retenu le 29 mars dernier. L'attestation de levée des réserves a été transmise à l'inspection des installations classées début avril 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre un suivi formalisé et hiérarchisé des non-conformités constatées en conservant toutes les justifications utiles à l'attestation de leur traitement sous deux mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de Dossier Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) et de définition des zones à risques d'atmosphère explosive. Il informe l'inspection qu'une démarche est en cours au sein du groupe Lactalis pour mettre en œuvre une méthode d'élaboration des DRPCE et de définition du zonage ATEX de manière à harmoniser les pratiques et les rendre homogènes sur les sites.</p> <p>L'inspection relève la cohérence du principe de la démarche, mais relève également que le site comporte des activités susceptibles de générer des zones ATEX (atelier de charge, chaufferie gaz, par exemple) et que l'obligation d'établir un DRPCE et de déterminer les zones ATEX n'est pas nouvelle.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection que le DRPCE et le zonage ATEX seraient établis en 2024.</p> <p>Par courrier du 26 mars 2024, l'exploitant a informé l'inspection qu'il avait engagé avec la société DEKRA une étude pour réaliser la cartographie des zones ATEX et proposer un modèle de DRPCE. La première intervention était planifiée le 26 mars. Le 7 mai dernier, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan de zonage ATEX de son établissement d'Orbec.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'inspection demande à l'exploitant de produire les justifications du dimensionnement et du classement retenus des zones ATEX de son établissement et de vérifier l'adéquation des matériels présents dans ces zones en fonction des exigences résultant de leur classement sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, la fromagerie était à l'arrêt et divers travaux étaient en cours au sein de locaux électriques et de la chaufferie notamment.</p> <p>L'inspection a visité l'atelier de charge, la chaufferie où des travaux de maintenance étaient en cours, la salle électrique de l'usine de fabrication où des interventions étaient également en cours. La salle électrique ne présentait pas d'empoussièrement.</p> <p>L'atelier de charge est un local largement ouvert comportant peu de postes de charge. Il a été tenté de visualiser le dispositif différentiel de l'armoire électrique du local de charge relevé en défaut dans le Q18. Son repérage n'a pas semblé aisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois